

## Historique, impressionnant déterminé...

Les adjectifs ne manquent pas pour qualifier le mouvement de protestation. Les manifestations se succèdent, partout en France, depuis juin 2010. Actifs, retraités et jeunes, ensemble dans l'unité syndicale contre le projet de réforme des retraites Sarkozy/Woerth, nous en rêvions, c'est devenu une réalité.

Au-delà de la défense de notre système de retraite, s'exprime fortement le rejet de la politique antisociale qui atteint de plus en plus durement le monde du travail, les populations jeunes et retraitées. Comme pour la retraite, se propage l'idée qu'il n'y a pas de fatalité face aux diktats politiques, économiques et financiers.

Émerge une conviction qu'il y a moyen de faire autrement. D'ailleurs, l'attitude intransigeante du président de la République et du gouvernement pour imposer cette « réforme » injuste et inefficace ne convainc plus grand monde. Battus sur le fond, ils répètent à longueur d'antenne leur litanie de mensonges.

Dans le projet de loi des Finances 2011 présenté devant l'Assemblée nationale, les retraités ne sont pas épargnés. Le plan d'économies budgétaires du gouvernement, et les mesures qui en découlent, va encore aggraver leur situation et leur pouvoir d'achat. En 2009, 0,9 % d'augmentation des pensions, c'est loin d'être au niveau de celle du coût de la vie, ni du salaire moyen.

L'action unitaire des retraités, prévue le 14 octobre repoussée au 25 novembre 2010, est légitime et vitale pour les retraités, mais aussi pour la relance de la consommation et pour l'économie du pays.

Les multiples rassemblements prévus visent et doivent permettre à chacun de réaffirmer et faire avancer ses revendications spécifiques de retraités.

Les pétitions signées pendant la campagne « retraite » seront déposées dans les préfetures. Dans



Foule à la Bastille, le 12 octobre dernier.

le même élan seront exigées les revendications de pouvoir d'achat, ainsi que la prise en charge de la perte d'autonomie. Question sur laquelle le gouvernement veut légiférer en novembre 2010 pour se désengager davantage.

D'autres rendez-vous sont prévus. Un en particulier nous tient à cœur, c'est celui du 7 décembre 2010 à Montreuil, pour réussir la 2e Rencontre des diffuseurs de *Vie nouvelle*. Dès maintenant des dispositions sont prises pour organiser des débats en amont dans les sections, dans les unions syndicales et fédérales pour permettre la venue et la participation d'un maximum de diffuseurs à cette grande initiative (voir p. 4).

Discuter de notre magazine et de sa diffusion, c'est nécessaire et utile pour combattre les idées reçues et faire connaître nos propositions et nos revendications, mais c'est aussi dans ce contexte inédit, favoriser l'action et la syndicalisation, l'engagement des retraités. ■



MICHEL SÉNÉPART  
MEMBRE DU BUREAU DE L'UCR

LA MOBILISATION MONTE EN PUISSANCE

## Nous travaillons à offrir des perspectives



Le 12 octobre à Paris.

**S**arkozy, Woerth, Fillon, Coppé et les autres martèlent à tour de bras que « leur réforme passera, coûte que coûte ». Pour eux, ils doivent avancer, à coups de bulldozer s'il le faut. Ils manœuvrent pour court-circuiter la résistance, désarmer la mobilisation.

Les discours de propagande tenus sur les estrades et sur les ondes par les bonimenteurs gouvernementaux plaident l'appui populaire. Ils n'y croient pas eux-mêmes. Ils cherchent en vérité à impressionner le pays pour cultiver le doute. Mais les salariés, les retraités, les jeunes qui sont entrés dans la danse ne sont pas dupes et ne se laisseront pas avoir. Les indicateurs sont là. Dans le pays, leur réforme, les ravages causés par les précédentes, l'écrasement du pouvoir d'achat des pensions, les plans d'austérité et autres dispositifs en gestation, comme

pour la dépendance qui vise à « sacrifier les personnes âgées » ne passent pas. Les mobilisations grandissent. L'espoir est dans le camp de ceux qui luttent.

### LA COLÈRE GRONDE

Les amphis, les lycées, les usines, la cité, sur les marchés, dans la rue, la colère court partout. Jeunes, moins jeunes, actifs, sans emploi, retraités, les intérêts de tous sont liés. Le projet de réforme des retraites, sauce Medef symbolise l'avenir promis à tout le pays par la politique gouvernementale. Unitaires, intergénérationnels, les rendez-vous de luttes, depuis le 23 mars, vont crescendo. Des convergences se dessinent entre les différentes générations. Gouvernement et patronat voulaient les opposer, et bien c'est raté! La panique est dans leur camp.

Nous travaillons à poursuivre et amplifier ce mouvement jusqu'à

la gagne et au-delà afin de démolir cette société du « précarariat » qu'ils nous fabriquent : précarité de l'emploi, précarité des salaires et des pensions, précarité face à l'accès aux soins, précarité tout au long de la vie et jusqu'au dernier souffle.

### LES RETRAITÉS PRÉSENTS SUR TOUS LES FRONTS

Agir contre cette réforme qui vise à raccourcir l'espérance et le niveau de vie, agir pour de meilleures pensions, pour le droit à la santé, c'est se battre contre toutes les formes de précarité. Exigeants pour eux-mêmes, et à juste titre, les retraités n'acceptent pas que leurs enfants, leurs petits-enfants puissent vivre plus mal qu'eux. C'est pourquoi, ils sont dans ce feu roulant de mobilisations et toujours plus nombreux. Si les retraités sont maintenant gagnés majoritairement à l'idée que cette réforme est nocive, c'est que nos explications et la vérité font leur



chemin. Nous devons continuer, en convaincre d'autres, en allant les rencontrer. Pour ce faire, l'UCR a mis à la disposition des organisations une pétition, des tracts et des affiches.

La pétition fait partie de la bataille sur l'enjeu des retraites avec l'aspect spécifique du revendicatif « retraités ». Les questions qui portent par exemple sur la revalorisation des pensions, la nécessité d'un rattrapage compte tenu de la baisse généralisée du niveau de vie suite aux réformes de 1993 et 2003, le minimum de pension ou le financement solidaire de la perte d'autonomie, s'inscrivent bien dans notre capacité à faire bouger ou non le curseur des riches-

ses produites vers la satisfaction des besoins sociaux.

8 000 signatures collectées au 15 octobre dans dix départements, c'est un début, certes mais très vite, mul-



Le 16 octobre à Avignon et à Dax.



C'est bien sûr autant d'occasion pour poser la question de l'adhésion, proposer l'abonnement à *Vie nouvelle*.

En effet, il est grand temps de se dégager de la croissance financière, en revalorisant nos pensions, les salaires et le travail. En finançant les solidarités, en partageant les dépenses sociales utiles, en cassant la concurrence sauvage et profondément inhumaine.



Le 29 septembre Euromanif à Bruxelles.



Le 12 octobre à Dijon.

bilisations en cours et celles qui se décideront dans les départements. Cela conduit à s'inscrire aussi dans la construction et la réussite de la journée nationale d'action unitaire du 25 novembre, dans la remise des pétitions aux élus et préfets courant décembre, le même jour dans toute la France.

Alors, pas de relâche, poussons encore plus fort l'avantage pour imposer et gagner le droit à une vie digne pour tous les âges de la vie. ■

**JEAN BELIN**

tiplions ce chiffre par dix, par cent et c'est autant d'échanges qui se feront, d'invitation à investir les mo-

## 7 DÉCEMBRE : RENCONTRE DES DIFFUSEURS DE VIE NOUVELLE

# Des idées plein la tête

**L**e 7 décembre, en réunissant les diffuseurs de *Vie nouvelle*, l'UCR-CGT veut avant tout rendre un hommage (bien mérité) aux militants qui consacrent de leur énergie à la diffusion de notre magazine.

Prendre le temps de fêter avec éclat nos diffuseurs, quoi de plus naturel, cela d'autant plus que la convivialité est souvent associé aux initiatives que prennent les retraités et leurs organisations.

Mais, naturellement, nous voulons aussi (j'allais dire d'abord) débattre avec nos diffuseurs de la diffusion du magazine... Comme le rappelle Marcel Andouard, président du conseil de direction dans le n° 2 d'*Interliaisons* « spécial 7 décembre », que vous pouvez télécharger sur notre site [ucr.cgt.fr](http://ucr.cgt.fr) : « Si cette journée se veut festive, elle vise d'abord à nous faire débattre pour donner un coup de fouet à la diffusion de notre magazine en lien avec la syndicalisation. »

Est-il utile de rappeler le rôle essentiel joué par *Vie nouvelle* dans la bataille des idées. Prenons l'exemple du dossier retraite et de la façon offensive dont notre magazine s'y est inscrit pour **faire connaître et comprendre les propositions et positions de la Cgt**, pour montrer, car cela est indispensable, en quoi les retraités sont pleinement concernés par ces mesures. Il suffit pour cela de feuilleter les dix derniers numéros...

Dès le numéro 152 (août/septembre 2009), une « Une » au titre sans équivoque : *Ils veulent flinguer les retraites*, avec un article de Gérard Le Puill *Fillon le récidiviste*, le ton est donné ; notre magazine, numéro après numéro, d'interviews en points de vue, d'articles argumentés s'est jeté dans la mêlée. *Vie nouvelle* publie et décortique les chiffres, montre que les moyens



La diffusion de notre magazine au cœur des débats au congrès de l'USR Meurthe-et-Moselle.

existent pour une véritable réforme des retraites s'attaquant aux injustices (travaux pénibles et retraite des femmes) et garantissant le droit à une retraite à 60 ans et à taux plein pour tous est possible.

Nous avons ainsi apporté notre pierre aux changements de comportement des retraités. Épousant majoritairement les positions gouvernementales, il y a trois mois encore, ils sont aujourd'hui fortement opposés à la « réforme » Sarkozy, Woerth, Fillon, Parisot...

*Vie nouvelle* que vous avez entre les mains colle à l'actualité. Il est paru quelques jours avant notre rencontre et aborde, d'une part, dans son dossier, les questions de la dépendance, une nouvelle attaque frontale contre les personnes âgées, leur pouvoir d'achat et leur dignité, et d'autre part, le mouvement grandissant contre la réforme des retraites. Quelles que soient les péripéties législatives, rien n'est clos, loin de là. Car, à l'heure où ces lignes sont écrites, qui peut dire ce qu'il en sera au mois de décembre.

J'étais au congrès de nos camarades de l'USR 54. L'actualité a occupé une bonne part des débats : les manifs des 12 et 16 octobre, la syndicalisation. Il a aussi été question de *Vie nouvelle*, de sa diffusion

et de la rencontre des diffuseurs. Un après-midi a été consacré à la santé (un beau dossier dans notre dernier numéro). Sur table, une photocopie d'un article sur les conclusions du rapport Rosso-Debord, députée du département, rapport qui propose ni plus ni moins un financement de la dépendance via l'assurance privée!

**Voilà encore une belle bataille d'idées en perspective.**

*Vie nouvelle* est cet outil unique, extraordinaire qui permet de semer nos idées auprès de centaines de milliers de retraités par le canal de nos lecteurs. Avouons que cela mérite un grand débat, le 7 décembre prochain, pour que notre magazine rayonne encore plus, lorsqu'on sait qu'un syndiqué retraité sur deux n'est pas (encore) abonné... Notre camarade Bernard Thibault nous fera l'amitié de sa présence. Il aura sans doute pas mal de choses à nous dire... Ensuite, après le repas, nous écouterons Michel Bühler, un grand « monsieur » de la chanson francophone. La fête des diffuseurs, c'est tout cela. Alors, on remplit les coupons-réponses et on les retourne vite à *Vie nouvelle*, à l'attention de Corinne Scheidt. ■

**RICHARD VAILLANT**



**CROISSANCE.** La Banque de France maintient son estimation d'une croissance de 0,3 % du PIB au troisième trimestre, dans son enquête mensuelle. Il s'agit de la troisième et dernière estimation de la BdF pour la croissance du produit intérieur brut de la France au troisième trimestre, dont le chiffre préliminaire sera publié par l'Insee le 12 novembre. L'Insee a pour sa part une prévision de +0,4 %, après la croissance de 0,7 % enregistrée au deuxième trimestre.

**LOGEMENT.** Les prix des logements anciens ne montrent plus de signes de baisse depuis le troisième trimestre mais tout mouvement de hausse généralisée des prix peut être écartée, estime la Fnaim, qui s'attend à une accélération de l'activité dans les prochains mois.

**EDF.** Constellation Energy Group vient d'annoncer qu'il se retirait d'un accord portant sur la construction d'un réacteur nucléaire de nouvelle génération EPR dans l'Etat du Maryland avec EDF, ce qui devrait mettre un terme à ce projet de plusieurs milliards de dollars.

**TARIFS DE L'ÉLECTRICITÉ.** Le gouvernement envisagerait une nouvelle augmentation des tarifs de l'électricité en France pour couvrir les charges liées au développement massif des énergies renouvelables et plus particulièrement du photovoltaïque. Ces charges sont financées par la contribution au service public de l'électricité (CSPE), qui représente près de 5 % de la facture des particuliers et que le gouvernement envisagerait de revaloriser.

**ÉCHANGES MONDIAUX.** Le déficit des échanges extérieurs de la France a continué de se creuser en août sous l'effet d'une croissance plus rapide des importations que des exportations.

**RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE.** À deux mois du sommet de Cancun, la dernière session de négociations sur la lutte contre le réchauffement climatique a abouti à de faibles avancées. Alors que la Chine et les États-Unis, les deux plus gros pollueurs de la planète, se renvoient la balle, l'espoir d'un accord en 2010 semble irréaliste.

## UN MILLIARD DE PERSONNES ONT FAIM DANS LE MONDE

La faim dans le monde touche un milliard de personnes et prend des proportions inquiétantes dans près d'une trentaine de pays, selon un rapport de l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI), publié mi-octobre. Sur 122 pays en développement étudiés, la faim atteint des niveaux alarmants dans 25 pays, notamment en République démocratique du Congo (RDC), au Burundi, au Tchad et en Érythrée. L'indice mesurant la faim dans le monde est calculé à partir de trois indicateurs : la proportion de la population sous-alimentée, l'insuffisance pondérale infantile et le taux de mortalité infantile. L'indice classe les pays sur une échelle de 0 à 100, 100 représentant le pire. Selon cet indice, la faim atteint un niveau alarmant à partir de 20 et extrêmement préoccupant à partir de 30. À l'exception de Haïti et du Yémen, tous les pays dans lesquels cet indice a atteint un niveau alarmant se trouvent en Afrique sub-saharienne et en Asie du Sud.

## L'AUTOMÉDICATION GAGNE DU TERRAIN

Derniers en date, des cousins et petits frères du célèbre Mopral (oméprazole) sont depuis quelques mois en automédication pour soulager les brûlures d'estomac et autres régurgitations acides. Ces symptômes, qui traduisent un reflux gastro-sophagien (RGO), toucheraient jusqu'à 40 % de la population. D'autres molécules actives sur ces troubles digestifs, comme les antiacides, étaient déjà en vente libre. Mais qu'ils soient rejoints par des molécules de la famille des inhibiteurs de la pompe à protons (IPP) est très symbolique. Leur chef de file, le Mopral, lancé en 1989 pour traiter les ulcères digestifs et les RGO, a caracolé en tête des médicaments les plus prescrits. Et la classe des IPP est parmi les plus coûteuses pour l'Assurance-maladie, avec un remboursement annuel de l'ordre de 1 milliard d'euros. Dans les mois à venir, d'autres médicaments puissants (les triptans, des antimigraineux) devraient devenir accessibles sans prescription.

## CANCER DU SEIN : TRAITER LES FEMMES ÂGÉES COMME LES AUTRES

« Chez une femme âgée, ce n'est pas grave d'enlever un sein », « il faut bien mourir de quelque chose », « le cancer se développe lentement, pas la peine de le traiter avec force à cet âge »... Ces quelques idées reçues sur le cancer du sein chez la femme âgée, ont provoqué l'indignation de Nicole Zernik, présidente d'Europa Donna Forum France, lors du 12e colloque annuel de l'association. On la comprend. En France, 20 % des cancers du sein surviennent après 75 ans. À cet âge, l'espérance de vie moyenne est encore supérieure à treize ans. Comment s'inscrire dans une attitude de renoncement ? « Que la femme soit jeune ou âgée, l'annonce du cancer fait toujours l'effet d'une bombe » rappelle le Dr Elisabeth Carola, oncogériatre au centre hospitalier de Senlis.

Mais, à partir de 75 ans, il n'y a plus de dépistage organisé comme entre 50 et 74 ans. « Il faut cependant continuer à pratiquer un dépistage individuel. Car le pronostic est meilleur si le dépistage est précoce, comme pour les femmes plus jeunes » prévient-elle. « Les indications chirurgicales sont les mêmes, et si une ablation de la tumeur seule est possible la mastectomie doit être évitée. »

## LES AMIS DE LA TERRE

# Comment choisir son épargne ?

**D**ans un rapport intitulé **Investissement socialement responsable: l'heure du tri, les Amis de la terre analyse la composition des fonds dits « éthiques » ou « ISR » (Investissement socialement responsable), et met ainsi en lumière l'écart entre la promesse des intitulés et la réalité des faits. Les fonds, en effet, sont investis dans des entreprises multinationales ayant des pratiques sociales et environnementales désastreuses.**

La publication du rapport s'accompagne de la sortie du guide éco-citoyen: *Environnement: Comment choisir mon épargne?* qui montre que de réelles alternatives existent, à commencer par les investissements solidaires.

Les Amis de la terre ont étudié la composition des fonds ISR labellisés par Novethic en 2009. Le résultat est atterrant: parmi les quatre-vingt neuf fonds analysés, pas moins de soixante et onze contiennent au moins une des quinze entreprises controversées sélectionnées par les Amis de la terre pour leurs pratiques sociales et environnementales désastreuses: Total, BP, Areva, France Télécom, BNP Paribas, Axa...

La rédactrice du rapport Soisic Rivoalan explique: « Avec l'Investissement socialement responsable, banques et assurances entrent dans la valse du développement durable. Malheureusement, elles n'ont pas changé leurs pratiques réelles, et se sont limitées à promouvoir un affichage qui n'a pas de sens. Elles vendent à leurs clients des fonds soi-disant socialement responsa-

bles, mais il s'avère qu'ils ne le sont pas. Détenir des actions de Total, Shell, Areva ou de BNP Paribas est-il socialement responsable? Pour les Amis de la terre, la réponse est clairement « non ». L'appellation « ISR » est donc totalement illégitime pour une immense majorité des produits d'épargne ainsi nommés par les banques et les assurances elles-mêmes ».

Deux éléments majeurs expliquent la présence d'entreprises controversées dans les fonds socialement responsables: les fonds sont investis presque systématiquement dans des entreprises multinationales, par nature plus promptes à avoir des pratiques contestables. Par ailleurs, la notation extra-financière, telle que pratiquée par Vigeo (agence de notation extra-financière), est défaillante: juste avant l'explosion de Deepwater Horizon, la plate-forme pétrolière exploitée par BP, certains reportings extra-fi-

nanciers n'hésitaient pas à noter au sein du groupe « une volonté de réduire son impact environnemental » et l'existence « d'une démarche active en gestion de la sécurité ».

Face à cet état de fait, les citoyens épargnants peuvent se trouver désarmés. Le guide éco-citoyen classe les produits d'épargne, du livret A à l'assurance-vie en passant par le livret développement durable, selon leurs impacts et leurs risques sociaux et environnementaux. Pour des informations plus détaillées, il est possible pour les épargnants de consulter le site internet: [www.financeresponsable.org](http://www.financeresponsable.org) ■



**Les Amis de la Terre**

Les Amis de la terre - 2bis rue Jules-Ferry - 93100 Montreuil  
Tél.: 01 48 51 32 22 - Fax: 01 48 51 95 12  
france@amisdelaterre.org

**UNE STATION D'ÉPURATION POUR UTILISER L'EAU EN CIRCUIT FERMÉ.** La station physicochimique d'épuration et de recyclage de l'eau (Sphere) est une installation unique en son genre. Grâce à différents processus d'ultrafiltration, de nanofiltration et d'évaporation, elle purifie les eaux usées produites lors du processus de teinture sur fil. Débarrassées des colorants et produits chimiques qui les rendent habituellement impossibles à réutiliser, ces eaux de teinture sont réinjectées dans le circuit de teinture, qui fonctionne de fait en circuit fermé. Grâce à Sphere, aucun prélèvement d'eau n'est effectué dans le milieu naturel. Deux ans de travaux et près de 4 millions d'euros d'investissements, en partie subventionnés par des organismes publics comme l'Agence de l'eau, ont été nécessaires pour développer et mettre en place ce procédé, qui préserve les nappes phréatiques et évite le rejet d'eau polluée.

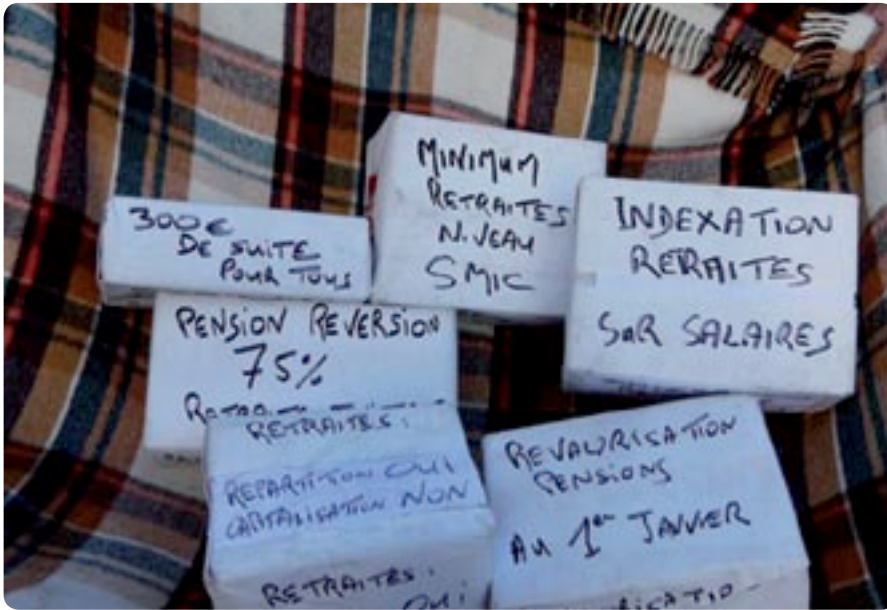
Après avoir été utilisée pour teindre les bobines de fil écru, l'eau chargée de colorants et de produits chimiques passe par Sphere, où elle est traitée et épurée par évaporation, ainsi que par nano et ultrafiltration avant de repartir dans le circuit de teinture. Un passage sur charbon actif permet quant à lui de supprimer les mauvaises odeurs avant de réutiliser l'eau.



**ucr-actualités**  
bulletin d'information trimestriel de la cgt retraités

**BULLETIN D'INFORMATION TRIMESTRIEL DE L'UNION CONFÉDÉRALE DES RETRAITÉS CGT**

Directrice de publication: Françoise Vagner - Secrétaire de rédaction: Martine Violet  
Réalisation graphique: Madiana Caldeira - Prix du numéro 2,50 € - Abonnement de soutien d'un an: 15 € - 263, rue de Paris 93515 Montreuil cedex - Tél.: 01 48 188423 - e-mail: [ucr@cgt.fr](mailto:ucr@cgt.fr)  
Commission paritaire 0410 S 06446 - Dépôt légal à parution - ISSN 0248-0026  
Impression: Rivet P. E. 24 rue Claude-Henri-Gorceix - 87022 Limoges cedex 9 - Tél.: 05 55 04 49 50



Les retraités manifestent, ici dans le Var, pour défendre leur pouvoir d'achat.

## PRÉCARITÉ

# Les Petits frères des pauvres tirent la sonnette d'alarme

**L**e 1<sup>er</sup> octobre dernier a eu lieu la Journée internationale des personnes âgées. L'avant-veille, les Petits frères des pauvres, lors d'une conférence de presse, ont donné un état des lieux des situations de précarité et d'isolement observées chez les personnes qu'ils accompagnent.

De plus en plus de personnes âgées sont confrontées à des conditions de vie de plus en plus dramatiques. La fragilisation sociale d'une part importante des 55-65 ans engendre l'isolement, et l'isolement qui croît naturellement avec l'âge impacte à son tour la situation sociale des personnes. La problématique de l'isolement, « centrale dans notre action et notre alerte, est mise en évidence fortement pour l'ensemble de la population en France par une étude de la fondation de France » rappelle Jean-François Serres, secrétaire général.

Le processus d'isolement social nous concerne tous: il s'agit pour

chacun de bénéficier de relations suffisamment diversifiées et durables pour être maintenues même lorsqu'un accident de la vie survient. Elles se jouent « au sein des familles, dans l'activité professionnelle, avec les amis, le voisinage et au travers de l'engagement dans des organisations » souligne le secrétaire général précisant que les situations d'isolement objectif augmentent de manière continue avec l'âge (2 à 3 % avant 40 ans, 9 à 10 % avant 60 ans et 15 à 16 % au-delà de 60 ans). -16 % des personnes de plus de 60 ans sont en situation d'isolement objectif, c'est-à-dire qu'elles déclarent avoir des relations personnelles moins de deux à trois fois par an! -25 % des personnes de plus de 75 ans souffrant d'un handicap invalidant sont en situation d'isolement objectif.

### LES FEMMES DÉCROCHENT À 70 ANS

Les risques d'isolement liés à la dépendance sont aggravés par la précarité. « Les personnes

âgées en situation de dépendance ayant des revenus inférieurs à 1 000 euros sont deux fois plus exposées à l'isolement que celles ayant des revenus supérieurs à 2 500 euros » selon la même étude. Les femmes décrochent à 70 ans, selon une étude de l'Insee publiée en 2010. À tous les âges, on trouve plus de femmes vivant sous le seuil de pauvreté que d'hommes. Mais à 75 ans, 15 % des femmes le sont, contre 8,8 % des hommes. Pour les personnes de 55 à 65 ans, le risque d'augmentation du nombre de personnes potentiellement concernées provient de la corrélation entre l'arrivée à l'âge de la retraite de la génération du baby-boom qui devrait atteindre son pic en 2020, et du taux d'emploi des 55 à 64 ans (38,3 %), le plus bas d'Europe.

L'éventualité du passage du droit à la retraite à 62 ans (et du taux plein à 67 ans) risque de provoquer une augmentation significative de la précarisation de cette tranche de la population dans quelques années, d'autant que ce sont les travailleurs les plus modestes qui sortent le plus tôt du marché du travail, et qui sont les plus en risque d'isolement social. Parallèlement, pour les personnes de 75 ans et plus, le risque d'augmentation du nombre de personnes potentiellement concernées provient de la corrélation entre l'augmentation des cas de personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer, le manque ou la perte d'autonomie et la diminution des capacités de soutien des aidants familiaux et des aides professionnelles à domicile renforcent l'inquiétude pour l'avenir. Le passage à 67 ans du droit de retraite à taux plein risque également de faire augmenter les situations de fragilité économique des femmes au-delà de 70 ans. ■



**Vous aidez une personne en perte d'autonomie ? Mobilisez-vous à nos côtés le 23 novembre 2010 !**

**A**ux côtés des aidants de personnes en perte d'autonomie depuis plusieurs années, la Macif renforce son engagement avec le projet Aidants & Aidés. Point de départ, une grande enquête nationale a permis d'interroger directement les aidants sur leurs besoins et leurs attentes. Ensuite, l'organisation d'une vingtaine d'Ateliers citoyens dans toutes les régions Macif jusqu'à septembre 2010 permet d'aller à leur rencontre et de leur offrir une tribune.

Enfin, le **23 novembre 2010** les "**1<sup>ers</sup> États généraux Aidants & Aidés**" se tiendront à Paris afin de porter le débat au niveau national en impliquant les pouvoirs publics. Cet événement a pour ambition de rassembler plus de 2 500 personnes, à la Cité des sciences et de l'industrie. Bloquez cette date et faites-la connaître !

**Pour en savoir +**  
[www.aidants-aides.fr](http://www.aidants-aides.fr)



**COUPON RÉPONSE**

À retourner sous pli **non affranchi** à :  
**Macif-Mutualité - Communication - LIBRE RÉPONSE 79398 - 75443 PARIS cedex 9**

A&A - AP/Guide autonomie/04-2010

- Aidez-nous à mieux vous connaître :**
- Je suis (cocher la case) :
- aidant (ou j'ai été aidant(e)),
  - proche parent(e) d'aidant (enfant, conjoint, etc.),
  - intéressé(e) par les enjeux de la perte d'autonomie,
  - professionnel de santé.

**Oui, je souhaite être invité(e) aux 1<sup>ers</sup> États généraux Aidants&Aidés, qui se dérouleront le 23 novembre 2010 à la Cité des sciences et de l'industrie à Paris.**

Prénom : ..... Nom : .....

N° sociétaire Macif (le cas échéant) : ..... Mail : .....

Adresse : .....

Code Postal : ..... Ville : .....

Tél. : ..... N° portable : .....

Loi informatique et libertés (06/01/1978)  
Les données à caractère personnel recueillies par ce document sont obligatoires pour l'enregistrement de votre demande et seront informatisées pour des besoins de gestion interne. Sauf opposition de votre part, et à l'exception des données de santé, elles pourront être utilisées à des fins de prospection et communiquées aux sociétés et partenaires du groupe Macif. Vous disposez à l'égard de ces données d'un droit d'accès et de rectification auprès de la direction générale de Macif-Mutualité, BP 69109, 79061 Niort Cedex 9, responsable du traitement. Je m'oppose à ce que les données soient utilisées à des fins de prospection, notamment commerciale pour le groupe Macif / par ses partenaires . J'accepte de recevoir toute information commerciale par courrier électronique de la part du groupe Macif concernant ses produits et services  / par ses partenaires concernant leurs produits et services .

MACIF - Mutuelle Assurance des Commerçants et Industriels de France et des cadres et salariés de l'Industrie et du Commerce. Société d'assurance mutuelle à cotisations variables. Entreprise régie par le Code des assurances.